

LA CROIX

Écologie : dans les entreprises, les salariés s'engagent de plus en plus

Par Sarah Dupont, le 3/4/2023 à 04h59

Une étude commandée par l'Unédic et dévoilée en exclusivité par La Croix lundi 3 avril révèle que quatre salariés sur cinq sont désormais préoccupés par la transition environnementale de leur entreprise. Premier « éco-syndicat » de France, Printemps écologique en a fait sa raison d'être.



Et si s'engager pour la planète se faisait aussi en tant que salarié ? Force est de constater que les préoccupations écologiques se sont immiscées dans le monde du travail. Publiée lundi 3 avril, une étude de l'Unédic et l'institut Elabe révèle que 85 % des actifs se disent « *préoccupés, voire anxieux* » face à la crise environnementale. La même proportion souhaite que leur travail soit en adéquation avec ces enjeux. Or seuls 20 % pensent que leur entreprise contribue positivement à la transition écologique.

De l'individu au collectif

Aligner vie professionnelle et protection de l'environnement : cette aspiration croissante se reflète dans des

recommandations visibles dans les **entreprises** : trier ses déchets, économiser le papier, privilégier les transports en commun... « *200 jours par an passés au bureau : nos gestes et comportements au quotidien comptent !* », assure l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe), qui publie chaque année un guide d'écogestes à adopter.

Écologie, éthique, gouvernance... Des managers en quête de sens

« *Mais quand on est seul, c'est parfois difficile de passer à l'action* », concède Frédéric de Dinechin. Pour aider à rassembler ceux qui souhaitent se mobiliser à une autre échelle, il cofonde en 2020 Alumni for the Planet, un réseau d'anciens diplômés du supérieur, pour les encourager à se retrouver et à porter ensemble des objectifs auprès de leur employeur.

Le projet porte déjà ses fruits : lancement de collectifs, élaboration de bilans carbone... Chez EDF par exemple, 50 « alumni » ont participé à l'élaboration d'un livre blanc et « *sont parvenus à inclure le mot "sobriété" dans le vocabulaire d'une grande entreprise* », se réjouit Frédéric de Dinechin.

« Ensemble, on va plus loin »

Services publics, PME, grandes entreprises... Différentes organisations ont vu naître des associations de salariés souhaitant « *accélérer les choses* ». Afin de « *canaliser cette volonté de changement et la faire passer à une autre échelle* », Quentin Bordet a cocréé Les collectifs en 2021, un réseau qui met en lien ces groupes entre entreprises.

Vélos, cantines bio, déchets... Des salariés se mobilisent pour la transition écologique de leurs entreprises

L'association compte déjà plus de 10 000 salariés engagés dans 200 structures. Grâce à un « Atlas des actions », disponible sur leur site, elle met en commun les projets menés par les communautés de salariés. « *Nous voulons proposer des solutions pour agir*, poursuit Quentin Bordet. *La plateforme se veut une référence, pratico-pratique, qui s'appuie sur l'expérience de ce qui a déjà été fait, qu'il s'agisse de sensibiliser, changer la vie au bureau, s'organiser pour agir, et influencer sur le modèle d'activité de l'entreprise...* »

Interpeller les entreprises sur leur modèle d'affaires, c'était aussi l'objectif du manifeste « Pour un réveil écologique », signé par plus de 30 000 jeunes diplômés de grandes écoles en 2018. Cinq ans plus tard, l'association poursuit les efforts pour pousser les entreprises à s'investir sérieusement dans leur transition écologique.

Travailler avec les syndicats

En 2022, elle s'est associée à l'Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens (Ugict-CGT) dans l'élaboration d'un nouvel outil, le « radar travail environnement », opérationnel depuis novembre. « *Nous avons vite compris que collaborer avec les syndicats était nécessaire : ce sont eux qui savent revendiquer. Les élus du personnel sont protégés, à la différence des collectifs* », explique Antoine Trouche, coordinateur de Pour un réveil écologique.

Rapport du Giec : développement et lutte contre le changement climatique ne sont pas incompatibles

Construit via un travail d'enquête, le radar a pour objectif de fournir aux représentants du personnel un état des lieux de leur organisation afin d'« *évaluer sa préparation face aux défis écologiques* » et d'appuyer leurs revendications. « *Par exemple, 60 % des entreprises ne font toujours pas leur bilan carbone dans les conditions prévues par la loi* », insiste Antoine Trouche.

« *Cet outil vise aussi à donner aux travailleurs un support d'expression dont ils manquaient encore pour s'investir* », explique Fabienne Tatot, secrétaire nationale de l'Ugict, rappelant que les salariés seront directement sollicités pour déterminer les priorités à mettre en œuvre.

« Éco-syndicat »

Porter la transition environnementale au sein des entreprises, le Printemps écologique en a fait sa raison d'être. Premier « éco-syndicat » de France, dont l'acte de naissance remonte à 2020, la fédération compte

aujourd'hui plusieurs milliers de sympathisants dans 170 entreprises des secteurs privé et public.

Le syndicat Printemps écologique place le climat dans le dialogue social

Anne Le Corre, cofondatrice, voit également la structure syndicale comme un levier efficace pour avancer sur ces défis : « Être représentant syndical donne accès à l'outil de négociation et structure les échanges. On a un cadre, du temps, des budgets... »

Unique en son genre, l'éco-syndicat se félicite d'avoir motivé des personnes « à l'origine éloignées du syndicalisme ». Présent dans certains secteurs comme la métallurgie, les télécoms, l'aérien, il cherche désormais à s'implanter dans les PME, « trop souvent mal accompagnées dans les défis du changement climatique ».

Sarah Dupont